

**SÉMINAIRE : Sécurité alimentaire
dans la région MENA :
participation de la société civile
et partenariat**



Sécurité alimentaire

1er. décembre 2011

KHALIL SHIHA

Directeur Général des Comités Palestiniens d'entraide agricole.
Territoires palestiniens

La Palestine, comme la Cisjordanie et la Bande de Gaza, est considérée une structure de développement et de surfaces cultivées mais elle est aussi connue pour son secteur de production le plus important. Elle constitue la majeure partie de l'économie palestinienne et contribue pour une large part au produit intérieur de la Cisjordanie et de Gaza.

La régression de l'économie et la baisse du niveau de vie sont dues aux restrictions des circulations intérieures et extérieures provoquées par l'occupation, l'accès limité aux marchés locaux et internationaux, le contrôle inadéquat des ressources naturelles, les nombreux obstacles économiques et techniques et autres, liés à un environnement légal et législatif propice. Tout ceci touche négativement et menace la sécurité alimentaire, l'accès à une nourriture salubre et nutritive, et empêche une vie active et saine.

La sécurité alimentaire se définit comme la capacité de l'**Autorité Nationale Palestinienne (PA)** à assurer à tout le peuple palestinien et à tout moment un accès aux besoins alimentaires essentiels, dans des conditions naturelles et d'urgence, d'une bonne qualité, en lieu et place et à des prix abordables.

Il existe de multiples facteurs liés au conflit ayant contribué à la situation actuelle d'insécurité alimentaire. L'un des obstacles les plus importants est celui des ressources naturelles. Comme les cultures irriguées sont estimées en fonction d'un pourcentage de la taille de l'agriculture, il s'est produit des limites aux terres agricoles palestiniennes qui dépendent des cultures pluviales. Par ailleurs, les ressources en eau disponibles sont limitées et de mauvaise qualité, et ce à cause d'un pompage excessif et des vagues actuelles de sécheresse. En plus, cette diminution de la fertilité des sols est due à une utilisation excessive d'engrais et au changement climatique qui a été récemment constaté.

L'occupation est un facteur clé qui entrave le développement agricole et fait obstacle à la nourriture des palestiniens. On a pu assister récemment à une croissance du nombre de postes de contrôle, à la construction d'un mur et de colonies, de routes de contournement, de zones militaires et de séparation à Gaza. Il s'est également produit une augmentation de la limite à la circulation des aliments et des services entre les zones palestiniennes, ce qui a empêché les pêcheurs de la Bande de Gaza de pouvoir pêcher dans les eaux territoriales palestiniennes et que les patrons puissent accéder aux pâturages naturels. Par ailleurs, le contrôle des matières premières et des intrants et l'empêchement à réaliser des importations ainsi que le contrôle aux principales frontières qui nous maintient en dehors des marchés internationaux, sont d'usage pour affaiblir les possibilités et les capacités des palestiniens à obtenir des ressources et à améliorer la sécurité alimentaire.

Etant données les conséquences désastreuses exposées, les problèmes techniques sont un autre obstacle clé. Par exemple, il existe une infrastructure déficiente en matière de recherche alimentaire et agricole et pour celle du secteur de la production et du stockage des aliments. Par ailleurs, l'augmentation de la fragilité des activités agricoles et de la production industrielle ainsi que le manque de banques de semences et la faible productivité des variétés de bétail touchent de près la vie des palestiniens et limitent leur souveraineté alimentaire, ce qui fait que l'accès à une nourriture salubre soit compliqué.

Il existe des obstacles économiques qui détériorent le secteur agricole et la sécurité alimentaire. Le financement disponible est insuffisant pour les projets en matière de production alimentaire et d'industries agro-alimentaires. Il n'existe pas de systèmes de réponse en cas de catastrophes (systèmes d'assurances); l'investissement dans ce secteur est plutôt insuffisant et, ce qui est plus important, il n'y a pas de plan national de contingence. Les investissements et les acquisitions sont peu nombreux, ce qui nuit à leur viabilité et compétitivité. D'une part, les marchés sont petits et d'autre part les marchés locaux ne sont pas réglementés.

Il existe des obstacles liés au cadre légal et législatif d'habilitation. Il n'y a pas de législation réglementant la production, la distribution et la consommation du processus alimentaire. Il n'y a pas de conseil supérieur pour la sécurité alimentaire. Finalement, il existe des contradictions et une duplication du bien-fondé des autorités entre les organismes responsables pertinents dans le secteur de la production, de la distribution et de la consommation des aliments.

Assurer la sécurité alimentaire est le premier objectif stratégique du PARC, "Améliorer le rôle économique en visant à assurer la sécurité alimentaire et un développement agricole durable." Donc, afin de garantir sur une base cohérente la disponibilité des aliments en quantités suffisantes, afin d'obtenir les ressources adéquates et de contrôler les ressources alimentaires indépendantes, le PARC a essayé de lever les barrières, tant si elles étaient dues à l'occupation comme au manque de ressources ou au besoin d'une meilleure supervision économique.

Le PARC était conscient des entraves environnantes mais il poursuivit son chemin par de nombreuses démarches :

- Au niveau individuel : renforcer l'économie familiale.
- Au niveau coopératif: promouvoir les valeurs collectives et de coopération.
- Au niveau national: promouvoir les produits locaux, le contrôle et les certificats de qualité.
- Améliorer les opportunités de commercialisation et de compétitivité des produits palestiniens (commerce équitable et groupes de solidarité).

Mises à part les démarches précédentes, le PARC s'est employé activement aux domaines suivants :

- Développement de ressources naturelles et protection de l'environnement (productivité du sol, protection des semences locales, diversité des cultures, cultures commerciales, etc.).
- Programmes de génération de capacité d'organisation des fermiers (hommes et femmes).
- Projets générateurs de revenus (programme d'épargne et de crédit, microfinances).
- Campagne de lobbying et de soutien.

Au travers de son intervention dans ces domaines, le PARC continue tout d'abord à réclamer l'amélioration et la mise en valeur des terres ainsi que leur renforcement contre la désertification. Deuxièmement, le PARC fait aussi tout son possible pour répandre l'utilisation de techniques de récupération de l'eau, et développer les technologies de traitement des résidus solides et liquides. Le PARC poursuit ses efforts pour augmenter la productivité du sol et renforcer les opportunités d'investissement dans des systèmes de détection précoce de catastrophes naturelles. Et finalement, la lutte en défense d'une loi moderne sur l'utilisation du sol et pour un calendrier agricole sont les priorités pour les marchés intérieurs.

De plus, le PARC exerce de fortes pressions pour développer la recherche scientifique, pour créer une banque locale de semences et essaye d'organiser les jeunes producteurs afin qu'ils puissent jouer un rôle plus actif dans l'obtention de revenus équitables, sans oublier le soutien des modèles intérieurs de production et la stratégie de développement destinée à améliorer les diverses ressources pour les ménages.

Finalement, le PARC prétend développer une agriculture urbaine dans les zones urbaines et en particulier dans le secteur, et aussi de mettre en marche le Conseil National de la Sécurité Alimentaire qui vient d'être créé récemment. .

Le PARC a contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza au travers de différents interventions :

- Projets de développement de terres.

- Projets d'eau aux fins agricoles.
- Ciblage de projets.
- Femmes dans le milieu rural.
- De nombreux projets sur la sécurité alimentaire.

Enfin, les palestiniens essayant d'investir en production, de générer des opportunités d'emploi et de procurer une alimentation saine doivent s'affronter actuellement à des problèmes les empêchant d'obtenir la sécurité alimentaire. Cependant, la collaboration de différentes ONG et des palestiniens peut, grâce à la génération de systèmes de coopératives et de méthodologies de travail, aider au développement d'un avenir meilleur pour la sécurité alimentaire où tous les obstacles sont surmontés.

La responsabilité de toutes les parties, les organisations gouvernementales, non gouvernementales et les secteurs privés, est basée sur un partenariat participatif et intégrateur avec des responsabilités claires et spécifiques en raison de la vie privée historique palestinienne ; les ONG ont joué un rôle primordial dans les années 80 et poursuivent leur contribution à la sécurité alimentaire palestinienne en augmentant la production locale d'aliments et en pourvoyant des emplois. Cependant, leur rôle dans le contrôle de la qualité des aliments (un rôle de premier ordre du gouvernement) a été restreint.

Les (ONG et groupes de travail thématiques sur le secteur) ont formé beaucoup d'alliances au travers d'institutions de la société civile, ont participé à l'élaboration de politiques stratégiques pour obtenir un minimum de sécurité alimentaire et de souveraineté et ont joué un rôle primordial, spécialement dans la Bande de Gaza où, par ailleurs, le gouvernement palestinien n'était pas capable de le faire.

Les organisations de la société civile ont établi un modèle imité par de nombreux programmes de consortiums pour le développement du sol et de l'eau. Il y a de bonnes perspectives pour que cet effort commun d'alliances obtienne de bons résultats.

L'investissement du secteur privé dans le secteur agricole est un domaine prometteur qui représente un défi (diversité climatique et de cultures) ; une initiative dans le secteur de l'industrie agroalimentaire (herbes médicinales, produits Global Gap) a déjà été entreprise.

Conclusion et recommandations

- La meilleure manière de sortir de l'insécurité alimentaire en Palestine est d'obtenir un Etat palestinien, en supprimant l'occupation et toutes les procédures et les pratiques empêchant une meilleure utilisation du sol et de l'eau mais aussi l'accès et la communication avec le monde extérieur.
- L'adoption de lois sur le milieu agricole contribuant à la production alimentaire. Il existe de grandes perspectives pour une meilleure production au niveau local.

- L'adoption de politiques et de procédures dirigées à l'agriculture pour l'alimentation.
- La protection du produit palestinien et la croissance de la compétitivité grâce à une meilleure qualité et à la provision de marchés locaux et régionaux.
- La protection et le développement des ressources en eau (conventionnelles et non conventionnelles) aux fins agricoles.
- Le déclenchement des programmes de boycott israéliens et en particulier dans les colonies et, pour ce faire, procurer des milliers de postes de travail aux palestiniens.
- Diriger les efforts vers le développement des zones les plus marginales et les plus pauvres, en les ciblant directement au travers de programmes et de projets de développement afin de favoriser un développement équitable et en particulier l'implication des femmes dans le processus de production.
- La promotion de l'agriculture urbaine dans les camps de réfugiés tout au long de la Bande de Gaza.
- Activer des accords commerciaux entre l'Autorité Palestinienne et l'Union Européenne pour favoriser et promouvoir l'agriculture en Palestine.
- Encourager l'investissement du secteur privé dans la chaîne de production (stockages, systèmes de refroidissement, transports).